

« l'Etat du peuple tout entier ». Avant de rappeler ce qu'on peut trouver exprimé plus de mille fois par Marx, Engels ou Lénine, mentionnons quand même que dans cet immense « Etat du peuple tout entier » qu'est l'Union Soviétique, on peut voir son dirigeant principal (et de loin), tomber en disgrâce en moins de cinq jours à la suite d'après batailles secrètes ne concernant au maximum que quelques dizaines d'individus.

**L'Etat n'étant qu'une institution temporaire, dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution, pour réprimer par la force ses adversaires, il est parfaitement absurde de parler d'un Etat populaire libre : tant que le prolétariat a encore besoin d'un Etat, ce n'est point pour la liberté, mais pour réprimer ses adversaires. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'Etat cesse d'exister comme tel (14).**

Derrière les formules stéréotypées qui se répètent de Congrès en Congrès, nous allons essayer de comprendre dans quelle stratégie se place l'action politique du Parti. Nous montrerons que nous avons abandonné la stratégie révolutionnaire : l'histoire des sociétés n'est plus « l'histoire des luttes de classe », mais l'histoire « des pressions des masses » (englobant la quasi-totalité de la Société, de la classe ouvrière aux boutiquiers) sur n'importe quel type de groupement social ou d'individu. Au nom des « conditions nouvelles de notre époque » on ne considère plus que « les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets », ni qu'ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé » (15) :

Le passage au socialisme - quand on en parle - est maintenant considéré sous l'aspect quantitatif de l'augmentation de la démocratie (et des nationalisations). La question du pouvoir est devenue secondaire : elle trouve naturellement sa solution dans une succession de combinaisons politiques astucieuses. En bref, nous sortons de notre isolement, nous devenons un Parti comme les autres, nous recevons des certificats de bonne conduite de toutes sortes d'horizons qui nous donnent le droit de faire de la politique (quelques sièges au Parlement et qui sait, peut-être demain, un strapontin au gouvernement) ; mais nous payons cela au prix fort : nous renonçons à la *lutte révolutionnaire pour le socialisme*, c'est-à-dire, pour nous qui ne sommes pas réformistes, nous renonçons au socialisme.

N'est-ce pas là une critique générale et abstraite de la politique du Parti ? Au delà de la fidélité à la lettre du marxisme, ne convient-il pas plutôt d'être capable de donner une « analyse concrète » de la « situation concrète » ? Ce sont évidemment les premières questions que l'on doit se poser, dès qu'on se refuse à considérer le marxisme-léninisme comme un catéchisme. Nous allons donc d'abord examiner les conditions et la significations du soutien à Mitterrand.

## B. La candidature Mitterrand

### ● 1) Comment notre Parti prend une décision :

Après un certain nombre de tentatives de pression sur la S.F.I.O. et Defferre, qui maintient toujours son exclusive anticommuniste, le 17ème Congrès affirme une position de principe :

(14) Critique des programmes de « Gotha et d'Erfurt » dans les Ed. Sociales p.48. D'ailleurs chacun sait qu'il existe encore des prisons en U.R.S.S. (Cf. « l'affaire » Daniel et Siniavsky) ; qui a jamais eu l'audace de soutenir qu'il s'agissait de « prisons du peuple tout entier » ?

(15) Le manifeste du Parti Communiste. Ed. Sociales

En vue de la future élection présidentielle, le Parti Communiste Français ne saurait envisager de se prononcer dès le premier tour pour un candidat non communiste sans un accord précis sur un programme commun, (16) prévoyant notamment des institutions vraiment démocratiques, ainsi que les moyens de faire aboutir ce programme.

Ce principe est répété plusieurs fois dans diverses déclarations visant, en premier lieu, le Parti Socialiste et ceci jusqu'au Congrès S.F.I.O. de Mai 1965. Mais, tout en même temps, nos dirigeants semblent bien maussades, à l'idée d'une candidature communiste :

Il est évident que si, malgré nos efforts, nous ne pouvons parvenir à obtenir l'accord des partis démocratiques et en premier lieu du Parti Socialiste pour l'élaboration d'un programme commun, nous serions dans l'obligation (16) de présenter un candidat et d'expliquer (16) les raisons de la présentation de notre candidat ( Octobre 1964 ).

Les mois qui suivent sont décisifs pour la S.F.I.O. que la candidature Defferre met devant un choix difficile et le Parti accentue sa pression. Début 1965, avec les élections municipales une division apparaît au sein de la S.F.I.O. (accord Parti Communiste - S.F.I.O. dans la Seine, accord Billoux-Matalon à Marseille).....

Ceci permet à la direction de notre Parti d'attendre, et surtout de ménager l'impatience de militants qui, à quelques mois de l'élection présidentielle réclament une position précise permettant d'engager la bataille autour d'eux. Mais, à la direction du Parti c'est le règne de la fameuse formule « en temps opportun ». Notre direction semble rejeter ce temps opportun après le Congrès S.F.I.O. de Mai 1965 auquel elle lance un nouvel avertissement sur le cas Defferre. Les conclusions du Congrès ne la tirant cependant pas de son embarras, car liberté est donnée à Defferre: la S.F.I.O. ne lui donne pas son investiture, mais elle ne condamne pas non plus sa candidature. Notre direction est donc ramenée à rappeler sa fameuse « position de principe », mais toujours sans essayer de lancer une discussion à la base, ni de mobiliser les masses sur son programme. Elle semble donc plus irrésolue que jamais ... Elle semble ! Mais en réalité elle a retenu quelque chose : le 25 Février 65 Mitterrand ( président de l'U.D.S.R.) a déclaré : « Le comité de liaison des démocrates ne saurait réaliser sa vocation majoritaire en ignorant ou en rejetant les communistes ».

Dès le début du mois de juin, en effet, « notre » éventuel candidat est remplacé dans les déclarations par un mystérieux candidat plein de bonne volonté. Par exemple, Waldeck Rochet déclare, le 8 juin 1965 :

**Comme nous ne voulons ni du pouvoir personnel ni d'un retour aux vieilles coalitions du passé, il ne nous reste plus qu'une possibilité, (16) celle de présenter, à l'élection présidentielle, un candidat résolu à favoriser l'union de toutes les forces progressistes, en vue de l'établissement d'une démocratie véritable.**

Il reprend vers le 23 juin :

**Le Parti Communiste ... ira à la bataille en présentant un candidat résolu à favoriser l'union de toutes les forces de gauche et de progrès, dans la lutte contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.**

(16) Souligné par nous.